COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
Du 08-14 Août 2015

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommaire

L'interview de Jean Claude de L'Estrac……4

- **Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Coi : «La Coi ne s'ingère pas dans les affaires du monde sportif»**

Pêche……5

- **Fermeture de la pêche aux ourites: Maurice sur les traces de Rodrigues**
- **Confusion chez les pecheurs de Baie-du-Cap**
- **IOC starts first closed season on octopus fishing in Mauritius**
- **La COI soutient la première campagne de fermeture de la pêche à l'ourite à Maurice**

Changement Climatique……19

- **Changement climatique : Les jeunes de îles se mobilisent**
- **Workshop on Climate change by IOC**

Al-watwan

Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Coi : «La Coi ne s'ingère pas dans les affaires du monde sportif»

Le 11 août 2015.



EXCLUSIVITE. Suite au retrait de la délégation comorienne des 9èmes Jeux des Iles de l'Océan indien (Jioi), Al-watwan a posé quelques questions au Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (Coi), Jean Claude de L'Estrac, notamment sur le rôle trouble de la France dans la région, la position de son organisation sur ce retrait ou encore la question de la libre circulation des jeunes athlètes au sein de l'espace régional.

Après le retrait des Comores des Jioi suite à la violation flagrante de la Charte des jeux, la réaction de la Coi se fait toujours attendre. Pourquoi

avez-vous gardé le silence ? Comprenez-vous ce retrait de la délégation comorienne ?

Je vous remercie d'abord de me donner l'occasion de clarifier la situation. La Coi n'a strictement rien à faire avec l'organisation des Jeux. Les Jeux existent depuis1979, donc avant la création de la Coi et ils sont gérés par des règles décidées par les représentants des organes sportifs des pays membres. La Coi n'a pas à s'ingérer dans les affaires du monde sportif. Cela dit, nous n'avons non plus «gardé le silence» devant le triste constat de ce qui s'est passé à La Réunion. Nous avons réagi vivement et publiquement, en disant notre réprobation de la violation de la Charte des jeux. Nous avons été les premiers à dire que le retrait de l'Union des Comores dans ces conditions, était prévisible mais évitable. J'ai déclaré que les Comores ne pouvaient pas ne pas réagir ainsi. Je connais par expérience l'importance des symboles dans les situations où existe un contentieux de souveraineté.

A Moroni, certaines voix font un rapprochement entre ce qui vient de se passer à Saint-Paul et la dernière tentative de la Coi de changer de dénomination pour mieux intégrer Mayotte en tant qu'entité à part entière au sein de l'organisation régionale. On accuse ainsi la Coi d'être le bras diplomatique de la politique française dans la région. Que répondez-vous à ces inquiétudes de la partie comorienne ?

Ces inquiétudes ne sont absolument pas fondées. Elles émanent de milieux mal informés des règles de notre organisation. D'abord, personne n'a jamais demandé d'intégrer Mayotte. Si cela devait arriver, les statuts prévoient que toute adhésion doit se faire à l'unanimité. Tant que les Comores diront non, il n'en sera pas question. C'est aussi simple que cela. Pas de fantasme, ni d'amalgame s'il vous plait. Au sein du conseil des ministres de la Coi, je n'ai jamais constaté qu'un Etat disposait d'une voix plus influente qu'un autre. Et j'ai pu constater combien l'Union des Comores est vigilante dans la défense dès qu'elle estime être ses intérêts. C'est ainsi qu'elle a obtenu le rejet de la proposition de faire évoluer la Commission en Communauté. Cette proposition, c'est moi qui l'ai faite, c'était déjà mon ambition politique en 1982 quand j'ai proposé la création de la Coi, elle n'a rien à voir avec Mayotte. Je vous l'ai dit, sur cette question, c'est Moroni qui a la clé.

Qu'elle est le rôle exact de la Coi dans l'organisation des Jeux des Iles de l'océan Indien ?

Aucun rôle, mais absolument aucun. Le secrétaire de la Coi a été invité à la cérémonie d'ouverture, j'ai passé trois heures au stade de St Paul le temps de pleurer sur le naufrage…

Avant la cérémonie d'ouverture des Jioi, les athlètes des Comores et de Madagascar ont eu toutes les difficultés du monde pour obtenir le visa d'entrée à La Réunion. N'est-ce pas un échec de la Coi dont l'objectif est de promouvoir l'intégration régionale, donc la libre circulation entre les Etats membres ?

La Coi n'est que ce que veulent et décident ses Etats membres. Elle n'est pas une organisation supranationale capable de se substituer aux Etats membres quand elle constate que certaines politiques nationales vont à l'encontre des objectifs de l'organisation. C'est le cas pour ce qui est de la contrainte à la libre circulation entre les Etats membres. Il faut continuer à chercher à avancer, par étape, dans la négociation.

Quelles propositions feriez-vous pour éviter que les incidents qui ont émaillé ces 9èmes Jeux ne se reproduisent plus ?

Sur le contentieux France-Comores, les positions sont irréconciliables. Et je ne prévois aucune évolution positive. Il faut donc négocier des compromis. La participation de Mayotte aux Jeux avait été le résultat d'un compromis. La crise est venue du non-respect de ce compromis. Je ne comprends pas les raisons pour lesquelles les organisateurs des Jeux ont pensé qu'ils pouvaient imposer de nouvelles règles de manière unilatérale.

http://www.alwatwan.net/index.php/et-aussi/interview/12092-jean-claude-de-l-estrac-secretaire-general-de-la-coi-la-coi-ne-s-ingere-pas-dans-les-affaires-du-monde-sportif

Pêche



RODRIGUES | Du 10 août au 10 octobre

Fermeture de la pêche à l'ourite pour deux mois

La pêche à l'ourite à Rodrigues sera fermée du 10 août au 10 octobre pour permettre la reproduction de l'espèce et assurer une pêche durable. Des activités culturelles à Camp Pintade marqueront la fermeture de la saison. La réouverture officielle est prévue le 11 octobre à Baie-du-Nord.

Cette saison, la fermeture sera strictement contrôlée afin d'assurer de meilleures prises à la réouverture de la pêche à l'ourite. En 2014, les prises ont totalisé 600 tonnes à la réouverture. La commission de la Pêche de Rodrigues vise la barre de 800 tonnes cette année. Le commissaire de la Pêche, Richard Payendee, souligne que cette activité constitue un apport économique considérable pour Rodrigues. « *En 2014, nous avons investi Rs 10 millions dans la pêche à l'ourite. On peut affirmer que c'est très bénéfique pour les pêcheurs. Avec une augmentation de 200 tonnes d'ourites, les pêcheurs ont fait une entrée d'argent globale de Rs 20 millions. En sus du travail alternatif, on peut estimer que la pêche à l'ourite rapporte environ Rs 30 millions pour une année* ».

En marge de la fermeture, la commission de la Pêche de Rodrigues prévoit une série d'activités en collaboration avec le programme Smart Fish de la Commission de l'Océan Indien (COI), le Rodrigues Council of Social Services et les autres commissions de l'Assemblée régionale de Rodrigues. Les pêcheurs s'engageront dans des activités alternatives à partir du lundi 10 août. Les travaux porteront, entre autres, sur la protection de l'environnement et l'élimination des espèces envahissantes. Pour mieux sensibiliser le public sur l'importance de cette fermeture, des campagnes d'information sur la surveillance, la fraude et la déclaration de stock ont eu lieu à la radio et dans les différentes régions de l'île, plus particulièrement auprès des pêcheurs.

L'ourite est vendue sur le marché local et également exportée vers Maurice. Une croissance des exportations a d'ailleurs été notée, passant de 71 tonnes en 2011 à 194 tonnes en 2014. Pour assurer la pérennité de ce secteur, la Commission de la Pêche prévoit un contrôle plus strict cette année. « *Il nous faut penser au long terme et protéger les ourites juvéniles. Nous serons sévères sur la surveillance. Si on attrape un pêcheur hors lagon s'adonnant à de la pêche frauduleuse, nous saisirons sa carte de pêche et il sera limité à une carte de pêche dans le lagon* », prévient Richard Payendee. Cette mise en garde s'adresse également aux banians, est-il précisé. Pour toute fraude, leurs permis seront révoqués de manière définitive. L'équipe de surveillance, assure-t-on, effectuera des opérations de "*crack down*" et de vérifications des prises pour sévir contre les fraudeurs.&

lexpress.mu
online. ontime.

Fermeture de la pêche aux ourites: Maurice sur les traces de Rodrigues



(Photo d'archives) La pêche aux ourites sera fermée à Maurice.

11 Août 2015

Maurice marche sur les pas de Rodrigues. Depuis le lundi 10 août, le pays a fermé la pêche aux ourites dans le Sud, du Morne à Souillac, jusqu'au 10 octobre. Ce projet se fait sur une base pilote dans un premier temps.

Une cérémonie marquant la fermeture de la pêche aux ourites a été organisé lundi, à 14 heures, sur la plage de Baie-du-Cap. La Commission de l'océan Indien (COI) a émis un communiqué en ce sens.

L'objectif de cette fermeture est de permettre le renouvellement de cette espèce. D'ailleurs, à la réouverture, le 10 octobre, des prises plus grosses et en plus grand nombre sont attendues, comme cela a été le cas à Rodrigues.

Cette île entame, cette année, sa quatrième saison de fermeture de la pêche aux ourites. Celle-ci se tiendra en simultané avec celle de Maurice.

Le ministère de l'Economie océanique, des Ressources marines, de la Pêche, du Transport maritime et des îles éparses soutient pleinement cette initiative. Celle-ci est conduite grâce à un partenariat avec la COI, à travers ses programmes *SmartFish,* Biodiversité, financés par l'Union européenne et la Mauritius Marine Conservation Society (MMCS), initiatrice du projet dans la région.

http://www.lexpress.mu/article/267069/fermeture-peche-aux-ourites-maurice-sur-traces-rodrigues

L'express -13/08/2015



FERMETURE DE LA PÊCHE À L'OURITE

Confusion chez les pêcheurs de Baie-du-Cap

Initiative de la Commission de l'océan Indien et de la «Mauritius Marine Conservation Society», la fermeture de la pêche à l'ourite dans le Sud de l'île est loin de faire l'unanimité. Elle suscite interrogations et contestations chez les pêcheurs.

PLUS de pêche à l'ourite dans le Sud ? Prononcée le lundi 10 août à Baie-du-Cap, la fermeture de la pêche à l'ourite a causé la confusion. Alors qu'un pêcheur de Mahébourg s'est fait réprimander parce qu'il avait attrapé des pieuvres; au Morne, plusieurs pêcheurs ont fait fi de la consigne.

«Mo kapes zis ourit. Kouma mwa ek mo fami kouma pou manze», s'indigne l'un d'eux. Son collègue ajoute que, pour sa part, il compte pêcher la pieuvre, fermeture ou pas. Comme eux, plusieurs pêcheurs sont dans le flou quant à l'application de cette mesure initiée par la Commission de l'océan Indien (COI) et l'ONG *Mauritius Marine Conservation Society*.

Mardi, deuxième jour de la fermeture, les pêcheurs se sont mobilisés pour faire part de leur incompréhension et demander une rencontre avec le ministère de la Pêche.

Contactée par *l'express*, une source du ministère de tutelle nous explique que cette mesure n'est pas une décision du ministère de la Pêche. *«C'est une initiative volontaire de la COI et de la Mauritius Marine Conservation Society. Le ministère trouve cela louable et compte venir avec des mesures et une réglementation l'année prochaine»*, indique-t-elle. Le ministère précise que cette initiative n'a pas force de loi. Il n'y a pas de sanctions contre les pêcheurs qui choisiraient de continuer à pêcher l'ourite.

Ce n'est que l'année prochaine que des lois relatives seront énoncées. Face à cette situation confuse, les pêcheurs sont dans l'incertitude. La première interrogation concerne la zone choisie: pourquoi uniquement la région Sud? *«Il aurait fallu le faire pour l'île entière»*, insistent les pêcheurs.

Rencontré à Baie-du-Cap, Rajendra Fokeer, explique que les pêcheurs du Sud se sentent «sacrifiés» pour le bien-être de toute l'île. *«Nou ponktuel, nou pa pou kapes isi. Mé apré dimounn pou sorti lot plas pou vinn kapes dan nou lagon kouma ourit-la fini vinn gro. Nou osi nou bizin gagné lakaz»*, revendique-t-il.

Ce pêcheur qui a plus de 30 ans d'expérience parle aussi des «amateurs», ceux qui ne seront pas inquiétés par cette mesure car ils n'ont pas de carte de pêche. *«Barm-là, fé sanm pou zenfes zot tir ourit? Ek sé barm dimounn lé pa pou per pou tir lhat-sink li ourit pou fer avoi lor parski zot pa trov ar sa»*, déplore-t-il. Robert Desalles, pêcheur, fait ressortir que la pieuvre est un appât pour prendre plusieurs poissons. *«Eski zot pou donn nou lot labouet pou nou debut ek kapes lot prassonn»*, demande-t-il.

Selon les pêcheurs, il est dommage qu'il n'y ait pas eu plus de communication en amont autour de cette décision. Ils ont rencontré les membres de la *Mauritius Marine Conservation Society* qui leur ont expliqué le projet. Mais les pêcheurs estiment que cela a été mis en place trop vite.

«Nous ne disons pas non. Le projet a marché à Rodrigues. Il peut être une réussite mais avec l'implication de tous : les autorités, le public, les bayants et les ministères. Il faut aussi concerter les pêcheurs», nuance Cyrano Entresol, président de l'Association des pêcheurs de Baie-Du-Cap. Il déplore que certaines réalités n'aient pas été considérées. Cyrano Entresol cite l'exemple d'une compensation pour les pêcheurs pendant la période de fermeture.

Certains pêcheurs n'ont pas suivi la consigne de fermeture de la pêche car ils n'ont pas d'autres choix.



IOC STARTS FIRST CLOSED SEASON ON OCTOPUS FISHING IN MAURITIUS

After the successful temporary ban on octopus fishing in Rodrigues during the past four years, Mauritius followed suit on Monday with the seasonal closure of the pilot project in the south of the island at Baie du Cap. A ceremony was held at the beach to mark the start of the closed season for octopus fishing in Mauritius, which will run until 10 October.

According to a press release from the Indian Ocean Commission (IOC), this two-month period of no fishing will help facilitate the renewal of the species not only for ecological purposes, but also for economical benefits as the reopening of the fishing season will bring bigger and more catches – as was the case in Rodrigues since its first closed season in 2011.

This initiative of the IOC was part of its SmartFish Biodiversity programme and was funded by the European Union and the Mauritius Marine Conservation Society, with the support of the Ministry of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries, Shipping and Outer Islands. ■

Fermeture de la Pêche aux Ourites: Maurice sur les Traces de Rodrigues

August 12, 2015

Maurice marche sur les pas de Rodrigues. Depuis le lundi 10 août, le pays a fermé la pêche aux ourites dans le Sud, du Morne à Souillac, jusqu'au 10 octobre. Ce projet se fait sur une base pilote dans un premier temps.



Illustration

Une cérémonie marquant la fermeture de la pêche aux ourites a été organisé lundi, à 14 heures, sur la plage de Baie-du-Cap. La Commission de l'océan Indien (COI) a émis un communiqué en ce sens.

L'objectif de cette fermeture est de permettre le renouvellement de cette espèce. D'ailleurs, à la réouverture, le 10 octobre, des prises plus grosses et en plus grand nombre sont attendues, comme cela a été le cas à Rodrigues.

Cette île entame, cette année, sa quatrième saison de fermeture de la pêche aux ourites. Celle-ci se tiendra en simultané avec celle de Maurice.

Le ministère de l'Economie océanique, des Ressources marines, de la Pêche, du Transport maritime et des îles éparses soutient pleinement cette initiative. Celle-ci est conduite grâce à un partenariat avec la COI, à travers ses programmes SmartFish, Biodiversité, financés par l'Union européenne et la Mauritius Marine Conservation Society (MMCS), initiatrice du projet dans la région.

http://business.mega.mu/2015/08/12/fermeture-de-la-peche-aux-ourites-maurice-sur-les-traces-de-rodrigues/

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

La COI soutient la première campagne de fermeture de la pêche à l'ourite à Maurice

8 août 2015

Faisant suite au succès de la fermeture de la pêche au poulpe (ourite) à Rodrigues, l'île Maurice se lance dans l'aventure à travers un projet pilote de clôture saisonnière dans le sud de l'île.



Ourites à Rodrigues

Une cérémonie se tiendra sur la plage publique de Baie du Cap lundi 10 août à 14h pour marquer le début de cette première saison de fermeture de la pêche à l'ourite qui s'étendra jusqu'au 10 octobre 2015.

Cette période deux mois durant laquelle les habitants des villages allant du Morne à Souillac s'abstiendront de pêcher facilitera le renouvellement du stock de l'espèce. Il s'agit non seulement d'écologie mais aussi

d'économie avec, à la réouverture, des prises attendues de plus grosse taille et en plus grand nombre comme cela est le cas à Rodrigues.

En effet, les Rodriguais entament cette année leur quatrième saison de clôture qui se tiendra simultanément avec celle de l'île Maurice. Les résultats obtenus depuis la première clôture en 2011 ont démontré l'intérêt écologique et la plus-value économique de ce type d'opération.

Le ministère mauricien de l'Economie océanique, des Ressources marines, de la Pêche, du Transport maritime et des Iles éparses soutient pleinement cette initiative conduite grâce à un partenariat avec la Commission de l'océan Indien (COI), à travers ses programmes SmartFish et Biodiversité financés par l'Union européenne, et la Mauritius Marine Conservation Society (MMCS), porteur du projet dans la région.

http://www.maurice-info.mu/la-coi-soutient-la-premiere-campagne-de-fermeture-de-la-peche-a-lourite-a-maurice.html

Changement Climatique

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info

Changement climatique : Les jeunes de îles se mobilisent



La jeunesse insulaire

L'union fait la force ! Des jeunes de Maurice, Rodrigues, Maldives, Seychelles, Comores, Cap-Vert, Guinée-Bissau et Sao Tomé ont discuté de leur stratégie de lutte contre le changement climatique. C' était lors d'une rencontre organisée par SIDS AIMS Youth Hub, avec le soutien de la Commission de l'océan Indien et de l'Union Européenne, le 7 août à Ébène.

«De Samoa à Paris : journée d'échanges sur le développement durable des Petits États insulaires en développement et le changement climatique ». Tel était le thème de cet atelier de travail. La SIDS AIMS Youth Hub (SYAH) a réuni pour la deuxième année consécutive la jeunesse insulaire partageant une passion pour le développement durable.


Dynka Amorim et Meghna Raghoobur

Cette rencontre consiste à identifier les stratégies qui ont été mises en oeuvre après la troisième édition de la Conférence de Samoa sur les Petits États insulaires (PERD), organisée en septembre 2014. L'idée est aussi de renforcer les capacités de ces jeunes et les aider à construire leur propre réseau. Dynka Amorim de Sao Tomé. 31 ans, souhaite d'abord fonder une SYAH dans son pays, afin de partager les connaissances acquises au cours de cette rencontre. Puis, il a évoqué la menace de déforestation. « Ce phénomène s'accroît à Sao Tomé. Je souhaite sensibiliser la population sur son impact sur notre biodiversité et notre climat. Je souhaite trouver une formule pour combattre la déforestation », lance-t-il.

Shantana Barbé, 19 ans, vient des Seychelles. Depuis l'année dernière, elle mène plusieurs projets. « Nous avons travaillé de concert avec le gouvernement pour une provision dans la loi contre l'utilisation des sacs en plastique. Nous voulons aussi que les jeunes s'intéressent davantage à la préservation de l'environnement marin. Cette ressource est aussi notre atout, car l'économie des Seychelles dépend largement du le tourisme », soutient-elle.


Hania Rajack

La Seychelloise estime que les PERD paient les pots cassés des grands pays pollueurs, comme les États-Unis, la Chine et l'Inde. Pour Hania Rajack, la jeunesse représente l'avenir de Maurice. Cette étudiante en Lower 6 au collège Queen Elizabeth et quatre autres amies ont proposé des solutions dans le cadre d'un projet préparé pour le concours d'Omnicane Award 2014.

« Nous nous sommes concentrées sur quatre principales idées. D'abord, l'utilisation des bouteilles en plastique pour payer une partie de nos factures. Puis, éclairer une pièce en mettant une bouteille contenant du coca et de l'eau de javel au contact de la lumière solaire, collecter l'eau de

pluie ou encore créer des routes spéciales dédiées au vélo pour réduire la pollution », propose-t-elle.


Shantana Barbe

La jeunesse insulaire a identifié ses priorités et engagements dans plusieurs domaines, notamment l'éducation, le changement climatique, l'énergie durable et les océans lors d'un forum précédant la Conférence de Samoa. « Cette conférence a, par la suite, permis de souligner la nécessité d'un traitement spécifique pour les îles particulièrement vulnérables aux chocs mondiaux.

La mobilisation qui s'est tenue à Maurice a été l'occasion de questionner le modèle de développement des PERD, la préservation de l'environnement au travers de séances interactives et de comprendre les négociations internationales en vue de la 21e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies, sur le changement climatique en décembre prochain à Paris », explique Meghna Raghoobur, cofondatrice et présidente de SYAH.

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-magazine/item/77761-changement-climatique-les-jeunes-de-iles-se-mobilisent.html

Weekly du 13-19 August 2015

WORKSHOP ON CLIMATE CHANGE BY IOC

With the fast-approaching United Nations' (UN) conference on Small Island Developing States (SIDS), General Secretary of the Indian Ocean Commission (IOC) Jean-Claude de l'Estrac stressed that it was high time to define SIDS. The lack of criteria, he pointed out, leads to confusion. He was speaking during a workshop targeting youngsters on SIDS held on Friday.

"Paradoxically, we have not yet reached an agreement on the definition of small island developing states. I have been to international forums where I encountered Singapore and Madagascar. Singapore might be small but, it is not a developing country. As for Madagascar, it's true that it is a developing country but it is not small," explained de l'Estrac.

He added that once a criterion is agreed upon, the UN will be able to develop a set of measures targeting SIDS. This in turn will lead to the acceptance of coordinated advocacy which will be in favour of SIDS in international forums, especially during the UN's conference on climate change which will take place in Paris in December. ■